economiesuisse



# Défaite des protectionnistes devant le Conseil des États

Le Conseil des États a rejeté aujourd'hui deux projets dangereux et protectionnistes visant l'huile de palme. Les chances de l'industrie d'exportation suisse quant à un avenir compétitif sur des marchés émergents comme l'Indonésie et la Malaisie restent ainsi intactes.

près une attente de plusieurs secondes, le dernier point vert s'est enfin allumé au tableau des résultats de vote de la Chambre haute. Une certaine excitation a alors gagné la salle : 20 voix pour et contre, trois abstentions et donc une impasse dans la question de savoir si la Suisse doit exclure l'huile de palme des négociations de libre-échange avec la Malaisie. Appelée à résoudre la situation par sa voix prépondérante, la Présidente du Conseil des États, Karin Keller-Sutter, a soutenu la commission du Conseil des États et le Conseil fédéral, qui avaient proposé de rejeter la motion du Conseiller national UDC Jean-Pierre Grin. Peu après, les conseillers aux États ont, par 21 voix contre 17, rejeté l'initiative cantonale genevoise qui demandait d'exclure l'huile de palme de toutes les négociations de libre-échange, y compris avec l'Indonésie. Les deux objets sont donc liquidés.

Le Conseil des États a accepté une motion de sa commission, que celle-ci a formulé comme compromis. Elle renonce à exclure catégoriquement l'huile de palme, mais restreint aussi inutilement la marge de manœuvre de la Suisse. C'est maintenant au Conseil national de l'examiner.

## economiesuisse salue la décision du Conseil des États

economiesuisse salue la décision du Conseil des États de suivre le Conseil fédéral en refusant la motion Grin et l'initiative cantonale genevoise. Ces deux projets protectionnistes ne permettent d'atteindre aucun des objectifs de politique de développement qu'ils se sont fixés, comme l'explique economiesuisse dans son document de position. En même temps, les interventions auraient ruiné toutes les chances de la Suisse d'obtenir pour son industrie d'exportation de meilleures conditions-cadre sur les principaux marchés comme l'Indonésie ou la Malaisie. Au lieu de boycotter des produits agricoles importants pour des raisons protectionnistes, la Suisse devrait continuer de s'engager en faveur de projets d'encouragement sur place qui renforcent la production durable.